

# Crédit

## Une distribution du crédit dynamique en région comme au plan national

En 2016, les encours de crédits distribués à la clientèle non-financière de la région Auvergne-Rhône-Alpes approchent les 210 milliards d'euros soit une progression de près de 10 milliards d'euros par rapport à 2015. Les crédits à l'équipement (+ 6,3 %) et à l'habitat (+ 5,4 %) augmentent nettement.

Stéphane Albert, Banque de France - Direction des Affaires Régionales

Avec une progression de 9,5 milliards d'euros entre décembre 2015 et décembre 2016, les encours de crédits distribués à la clientèle non financière de la région Auvergne-Rhône-Alpes approchent les 210 milliards d'euros. La région représente 11,2 % de l'encours national de crédits, très proche de son poids dans le PIB national (11,6 %), et au deuxième rang derrière l'Île-de-France.

### Des crédits à l'habitat toujours en progression

Les crédits à l'habitat représentent 63,5 % du total des encours, bien supérieurs à leur part de 54,4 % dans l'encours national (*figure 1*). Toutefois, l'évolution entre 2015 et 2016 en Auvergne-Rhône-Alpes est proche de celle constatée en France (+ 5,4 % contre + 5,1 %) (*figure 2*).

Au sein de la région, tous les départements enregistrent une progression, plus ou moins importante, des encours de crédits à l'habitat, de + 3,9 % pour la Haute-Loire, à + 7,2 % dans le Puy-de-Dôme. Structurellement, le Rhône, la Haute-Savoie et l'Isère représentent près des trois quarts des encours distribués. En effet, le dynamisme économique et l'attractivité géographique induisent une croissance démographique plus importante que dans d'autres départements et par conséquent un marché immobilier plus tendu et donc plus cher (*figure 3*).

### Les crédits à l'équipement progressent nettement en 2016

Grâce à des conditions de financements favorables et de mesures fiscales soutenant

l'investissement, les crédits à l'équipement affichent un certain dynamisme en 2016 (+ 6,3 %), au-dessus de la moyenne nationale (+ 4,1 %). Le Rhône se positionne en troisième place au plan national après Paris et les Hauts-de-Seine.

Les encours de crédits à l'équipement sont supérieurs de 2,8 points du niveau national (26,7% contre 23,9%).

### Ralentissement des encours de crédits de trésorerie

Entre 2015 et 2016, en Auvergne-Rhône-Alpes, les encours de crédits de trésorerie enregistrent une progression (+ 3,9 %) nettement inférieure à celle enregistrée au niveau national et plus faible qu'entre 2014 et 2015 (+ 5,5 %). Ce constat doit cependant être nuancé par la surreprésentation des crédits recensés en Île-de-France. Hors cette dernière, la croissance des encours en France (+ 4,5 %) reste plus élevée qu'en Auvergne-Rhône-Alpes mais l'écart est faible. À travers la distribution de crédits de trésorerie, les banques accompagnent le financement des besoins en fonds de roulement des entreprises ainsi que la consommation des ménages.

En Auvergne-Rhône-Alpes, bien que plus marginale en volume, la nouvelle baisse des encours de comptes ordinaires débiteurs (- 5,6 %) illustre une certaine amélioration des trésoreries des entreprises régionales. Cette diminution est plus forte qu'au niveau national (- 1,7 %).

### Situations hétérogènes selon les territoires

La répartition départementale des encours des crédits fait ressortir le dynamisme de certains territoires. Le Rhône, la Haute-Savoie et l'Isère restent les principales zones de distribution des crédits, avec 57 % du total régional, en lien avec leur poids économique, viennent ensuite les départements de la Loire, du Puy-de-Dôme et de l'Ain pour près de 25 %.

Le poids des encours des départements du Rhône et de la Haute-Savoie dans le total régional est plus fort que leur poids démographique (*figure 4*). ■

### Pour comprendre les résultats

#### Mode de collecte des données :

Les centralisations financières territoriales recensent, sur une base conventionnelle, les opérations –dépôts et crédits– traitées par environ 300 banques adhérentes à la Fédération bancaire française, pour le compte de leur clientèle non financière (résidente et non résidente).

Ne participent à cette centralisation ni les sociétés financières ni les institutions financières spécialisées.

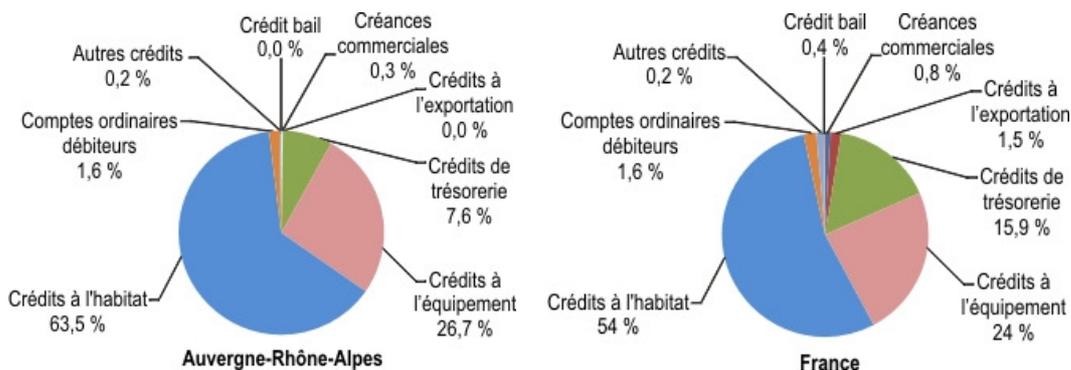
Les centralisations sont élaborées en fonction de l'implantation géographique des guichets ayant traité les opérations et sont agrégées par département de la France métropolitaine.

Les variations des données peuvent refléter les modifications affectant les réseaux bancaires.

### Pour en savoir plus

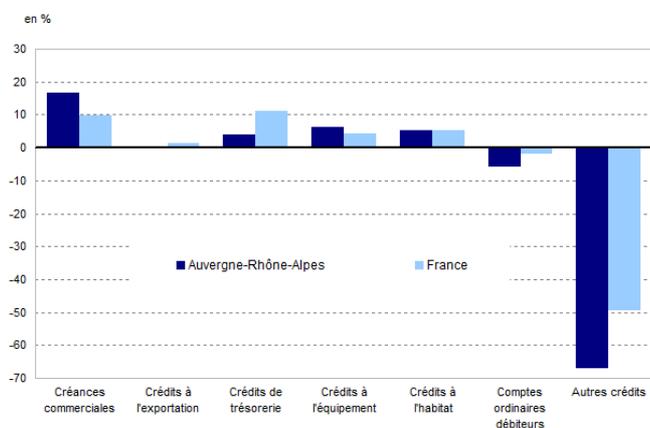
- « Les entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes, bilan 2016, perspectives 2017 », Banque de France, site internet : [https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2017/03/29/erbp\\_auvergne-rhone-alpes\\_bilan-2016-perspectives-2017.pdf](https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2017/03/29/erbp_auvergne-rhone-alpes_bilan-2016-perspectives-2017.pdf)
- <https://www.banque-france.fr/page-sommaire/credit>

**1 Répartition des encours de crédit en Auvergne - Rhône-Alpes et en France en 2016**



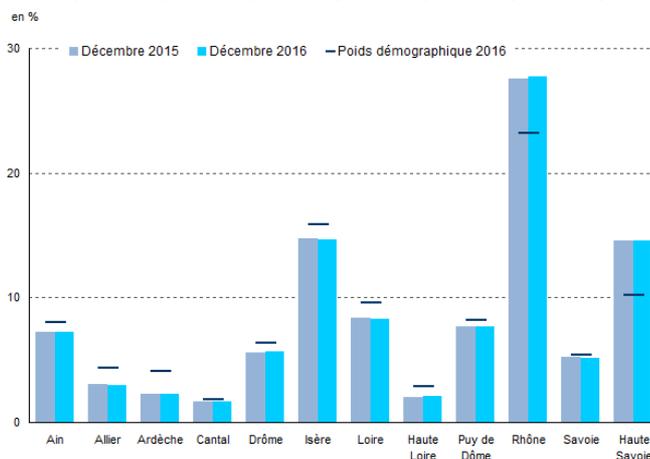
Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2016

**2 Évolution des différents types d'encours entre décembre 2015 et décembre 2016**



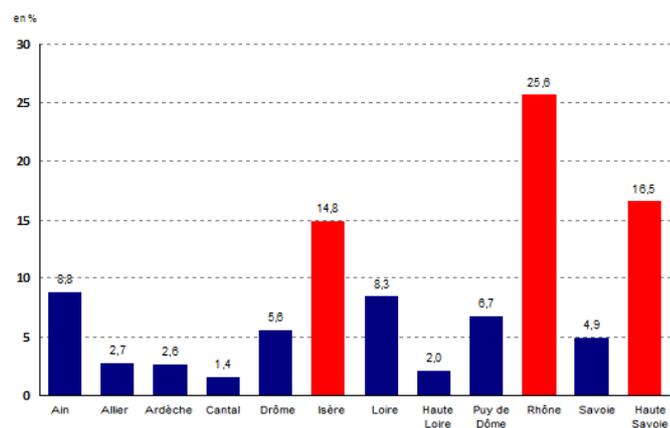
Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2016

**4 Répartition départementale des encours de crédits**



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2016

**3 Répartition départementale des crédits à l'habitat**



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2016